



ACTUALITES SECTORIELLES AU ROYAUME-UNI

Climat, énergie, environnement, industrie, transport

SOMMAIRE

Fait Marquant

- Le gouvernement publie son livre blanc sur l'énergie

Climat & énergie

- Soutien réaffirmé du gouvernement à la filière nucléaire et lancement de discussions pour la construction de deux nouveaux réacteurs EPR
- L'Ecosse met à jour son plan de lutte contre le changement climatique
- La start-up *ZeroAvia* réussit à attirer des capitaux pour la construction d'un avion à hydrogène

Environnement

- *Unilever* s'engage à donner un rôle accru aux actionnaires en matière de stratégie climatique
- La pollution de l'air reconnue comme cause du décès d'une fille de 9 ans survenu en 2013

Industrie

- La constitution de stocks en vue du Brexit se poursuit

Transport

- La Cour suprême britannique donne son feu vert à la construction d'une troisième piste à l'aéroport d'Heathrow

- Le Gouvernement étudierait des réformes fiscales et réglementaires afin d'attirer davantage de navires sous pavillon britannique
- La National Infrastructure Commission (NIC) estime que l'extension de la ligne à haute vitesse HS2 jusqu'à Leeds devrait être reportée

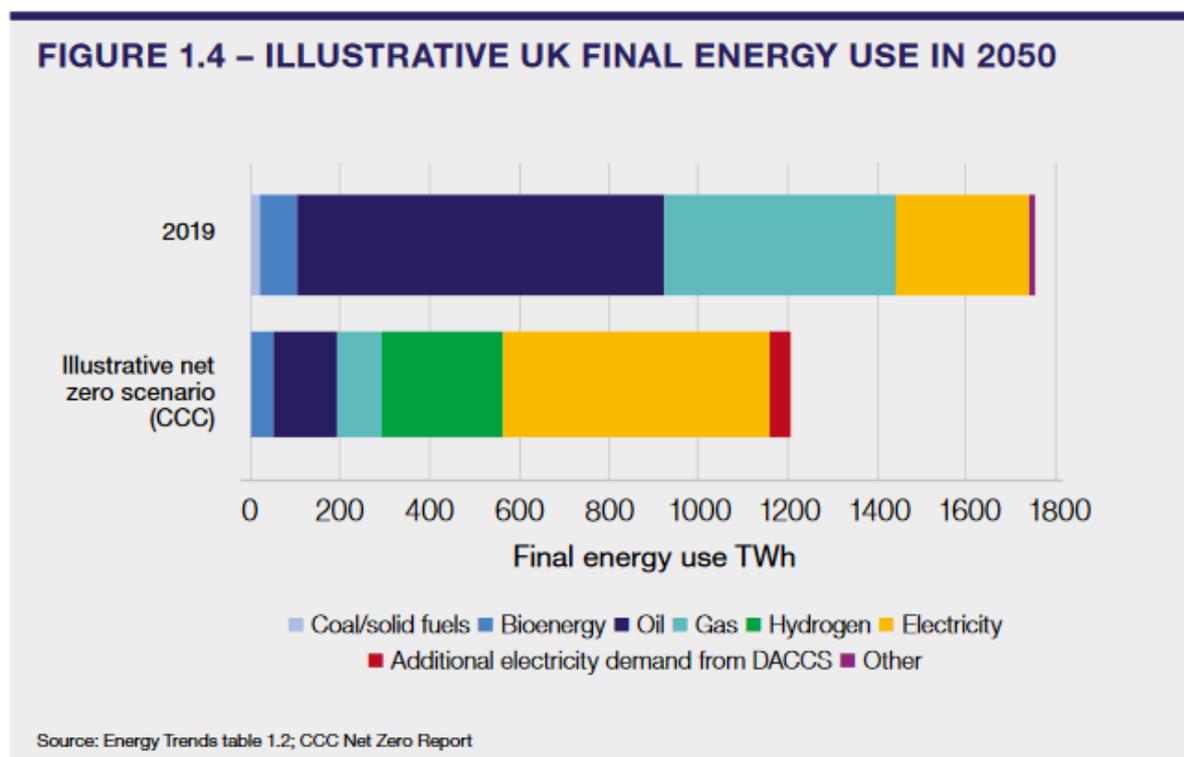
FAIT MARQUANT

Le gouvernement publie son livre blanc sur l'énergie – Après de nombreux reports, le gouvernement britannique a publié le 14 décembre le très attendu livre blanc sur l'énergie ([Energy White Paper](#)) qui porte l'ambition de décarboner l'ensemble du système énergétique britannique d'ici à trente ans. Il vise également à lutter contre la dépendance aux énergies fossiles tout en facilitant la transition des emplois de l'industrie pétrolière et gazière en mer du Nord vers des emplois verts qualifiés.

Cette trajectoire de baisse des émissions repose notamment sur le développement de technologies bas carbone (énergies renouvelables, capture et stockage du carbone, hydrogène, nucléaire), l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments et la décarbonation du chauffage, le soutien à la mobilité électrique ou encore la mise en place d'un nouveau marché carbone. Attendu de longue date, il s'ajoute aux nombreuses annonces faites depuis le début de l'automne en matière de transition bas carbone (nouvelle cible d'émissions pour 2030, stratégie nationale des infrastructures, annonces budgétaires, arrêt des financements des projets à énergie fossile à l'étranger). Il précise notamment le plan en 10 points pour une révolution industrielle verte (*Ten Point Plan*) annoncé en novembre qui vise à positionner le pays et ses entreprises comme leaders mondiaux de certaines technologies et solutions de décarbonation (en particulier l'éolien maritime et le stockage de l'électricité).

GRAPHIQUE DE LA SEMAINE

Présentation de la consommation d'énergie en 2019 et projetée dans un scénario de neutralité carbone en 2050 (source : [rapport Net Zero](#) du Climate Change Committee)



CLIMAT & ENERGIE

Soutien réaffirmé du gouvernement à la filière nucléaire et lancement de discussions pour la construction de deux nouveaux réacteurs EPR – Le gouvernement britannique souhaite entamer des discussions avec [EDF Energy](#) pour la construction de deux réacteurs EPR à Sizewell C (SZC) dans le Norfolk qui seraient une réplique de ceux en cours de construction à Hinkley Point (Somerset). D'un coût estimé à 20 Md£, les deux réacteurs pourraient à terme fournir 3,2 GW d'électricité soit 7 % des besoins du RU. Au regard des tensions actuelles entre le RU et la Chine, l'entreprise publique chinoise engagée dans le projet pourrait, selon la presse, revenir sur sa participation à hauteur de 20 %. En cas de défaut d'investisseurs, le gouvernement, qui a réaffirmé son soutien à la filière nucléaire dans le livre blanc sur l'énergie (cf. fait marquant), pourrait prendre une participation directe dans le projet.

L'Ecosse met à jour son plan de lutte contre le changement climatique – La lutte contre le changement climatique étant une compétence dévolue, l'Ecosse vient d'adopter, dans son [Climate Change Plan](#) 2018-2032, de nouveaux objectifs en matière de lutte contre le changement climatique. Parmi la centaine de mesures contenues dans ce plan, figure la fin de la vente de véhicules thermiques, avancée à 2030 comme en Angleterre, et l'objectif de réduire de 20 % la distance parcourue en voiture pendant la même période. L'Ecosse s'est toutefois engagée à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2045 et non 2050 comme c'est le cas pour son voisin anglais. 180 M£ seront investis dans les projets d'énergie verte (capture et stockage du carbone et hydrogène) ainsi que 120 M£ dans le déploiement de bus zéro émission et 50 M£ pour le développement des mobilités douces. La branche écossaise de l'ONG *Friends of the Earth* a jugé décevant le plan écossais.

La start-up ZeroAvia réussit à attirer des capitaux pour la construction d'un avion à hydrogène – [la start up britannique ZeroAvia](#), basée à Cranfield et qui a déjà reçu un soutien financier du gouvernement britannique à hauteur de 12 M£ pour la construction d'un avion à hydrogène pouvant contenir 19 sièges d'ici à 2023, vient de recevoir de nouveaux financements de milliardaires américains (J. Bezos et B. Gates) portant à 27,7 M£ les fonds récoltés. ZeroAvia a indiqué avoir conclu un partenariat avec *British Airways* pour aider la compagnie aérienne à réduire ses émissions de CO2 grâce à l'hydrogène. Le premier vol expérimental d'un avion fonctionnant à l'hydrogène conçu par ZeroAvia a eu lieu fin septembre.

ENVIRONNEMENT

Unilever s'engage à donner un rôle accru aux actionnaires en matière de stratégie climatique – le PDG d'*Unilever* [Alan Jope](#) a confirmé que les actionnaires du géant de l'agroalimentaire seraient invités à se prononcer, lors de la prochaine assemblée générale annuelle, sur les plans de l'entreprise en matière de lutte contre le changement climatique. Il s'agit du premier groupe coté au FTSE 100 à prendre une telle initiative. *Unilever* s'est engagé en juin 2020 à devenir neutre en carbone en 2039 pour l'ensemble de ses opérations et de sa chaîne d'approvisionnement. Il s'est aussi engagé à réduire de moitié l'empreinte carbone de ses produits d'ici à 2030.

La pollution de l'air est reconnue comme cause du décès d'une fille de 9 ans survenu en 2013 – le médecin-légiste (*coroner*) Philip Barlow, chargé d'enquêter sur les causes du décès d'Ella Kissi-Debrah, a reconnu que [la pollution de l'air](#) et notamment, l'exposition répétée à des niveaux élevés de dioxyde de soufre et de particules fines, bien au-dessus des normes de l'Organisation mondiale de la santé, avait accentué l'asthme sévère dont souffrait la jeune fille de 9 ans, entraînant son décès. Alors que l'enquête de 2014 avait conclu à un décès pour insuffisance respiratoire aiguë, celle-ci avait ensuite été annulée par la Haute Cour à la suite de nouvelles preuves concernant la dangerosité des niveaux de pollution de l'air à proximité de son domicile. Les conclusions de M. Barlow pourraient conduire à de nouveaux développements judiciaires en faveur des victimes et faire jurisprudence en reconnaissant l'Etat britannique coupable d'inaction à traiter le problème de la pollution de l'air.

INDUSTRIE

La constitution de stocks en vue du Brexit se poursuit – la constitution de stocks en vue de la fin de la période de transition ainsi qu'à la suite de la fin du confinement généralisé du pays, début décembre, a favorisé la croissance de l'économie britannique au cours de la première moitié du mois de décembre. En effet, l'indice PMI (*Purchasing Managers' Index*, dont [une valeur de 50 indique](#) une stagnation par rapport au moins précédent, une valeur supérieure à 50, une expansion, et une valeur inférieure à 50, une contraction) pour le secteur manufacturier atteint un nouveau record de 57,3 en décembre, après 55,6 en novembre. Cependant, la [note d'IHS Markit](#) souligne que l'achat d'intrants dans l'industrie a connu une progression inégalée depuis août 2013, reflétant à la fois une forte demande des clients et un effort d'augmentation des stocks. La combinaison de la pression sur la chaîne d'approvisionnement, du besoin de recourir à des fournisseurs supplémentaires et de l'augmentation du prix des matières premières ont conduit à la plus forte augmentation des coûts depuis juin 2018 ; en outre, dans certains cas, les producteurs ont indiqué que les difficultés d'approvisionnement les avaient contraints de réduire leur volume de production en décembre.

TRANSPORT

La Cour suprême britannique donne son feu vert à la construction d'une troisième piste à l'aéroport d'Heathrow – la Cour d'appel avait jugé en février que l'autorisation donnée en 2018 par le ministre britannique des transports de l'époque, Chris Grayling, était illégale, car elle n'était pas assez respectueuse de l'environnement et ne tenait pas assez compte de l'Accord de Paris sur le climat. [La Cour suprême a pour sa part estimé que la décision du ministre des transports était légale](#), car il n'avait « pas d'obligation » de tenir compte de l'Accord de Paris.

La construction de cette troisième piste, dont le coût de la première phase est évalué à 14 Md£, doit être financée par le consortium d'investisseurs propriétaires de l'aéroport, dont des fonds souverains de Chine, de Singapour et du Qatar. Alors qu'ils devaient initialement débiter en 2022, les travaux ne devraient finalement pas commencer avant 2024, compte tenu du report des plans d'investissement du fait de l'impact de la crise sanitaire sur le transport aérien. L'extension envisagée doit permettre de porter la capacité de l'aéroport à 130 millions de passagers par an (contre 80,9 millions de passagers en 2019). Alors que l'aéroport a considéré que la décision de la Cour suprême permettrait à « *Global Britain* de devenir une réalité », les associations environnementales (dont *Greenpeace*, *Friends of the Earth* and *Plan B Earth*) et le maire de Londres ont fait part de leur déception, ce dernier considérant que la troisième piste aura un impact négatif sur la pollution de l'air et la pollution sonore et ne permettra pas à Londres d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2030.

Le Gouvernement étudierait des réformes fiscales et réglementaires afin d'attirer davantage de navires sous pavillon britannique – selon le *Financial Times*, le gouvernement britannique aurait consulté les acteurs économiques du secteur en vue d'une réforme de la fiscalité qui lui permettrait de rivaliser avec Singapour comme hub d'immatriculation pour les compagnies de transport maritime lorsque les règles européennes en matière d'aides d'Etat ne s'appliqueront plus, à l'issue de la période de transition. Selon le document interne du ministère des transports dont le journal a eu connaissance, la réforme des règles forfaitaire de taxation des bénéfices des compagnies maritimes pourrait rapporter jusqu'à 3,7 Md£ à l'économie en 3 ans et créer 2 500 emplois directs et 25 000 emplois indirects.

Parmi les propositions visant à rendre le pavillon britannique plus attractif figurent le fait d'intégrer les plateformes et barges pétrolières dans le mécanisme de taxe au tonnage, de manière à rendre leur régime fiscal plus attractif, la possibilité de réduire les contraintes imposées aux compagnies pour bénéficier du mécanisme de taxe au tonnage par la mise en place d'un fond public doté de 30 M£ pour prendre en charge la formation des marins pour les compagnies maritimes. Le tonnage total des navires sous pavillon britannique a diminué de plus d'un tiers depuis le vote du Brexit.

La National Infrastructure Commission (NIC) estime que l'extension de la ligne à haute vitesse HS2 jusqu'à Leeds devrait être reportée – Dans un [rapport rendu public le 15 décembre](#), cette commission indépendante chargée de conseiller le gouvernement propose de reporter l'investissement visant à étendre jusqu'à Leeds la ligne HS2, dont le coût est estimé à 32 Md£, afin de prioriser le développement des connections ferroviaires entre les villes du milieu et du nord de l'Angleterre (entre Sheffield, Leeds et Manchester, d'une part, et entre Nottingham et Birmingham, d'autre part), qui sont parmi les plus lentes et les plus chargées du pays.

La NIC plaide en faveur d'une augmentation d'au moins 50 % des investissements publics dans les infrastructures ferroviaires et d'une concentration de ces investissements sur les liaisons ferroviaires de proximité entre les grandes villes. Elle relève en effet que ces investissements ont un effet sur la croissance économique de 20 % supérieur à ceux effectués sur les grandes lignes et, par ailleurs, seraient réalisés plus rapidement. Faisant référence à l'objectif de « *levelling up* » du Premier ministre (« nivellement par le haut », visant à assurer un rattrapage des régions du nord de l'Angleterre), la NIC souligne qu'il est peu probable que des changements majeurs de la géographie économique du pays adviennent sans une amélioration des connexions ferroviaires, mais recommande que le plan

intégré du gouvernement pour le ferroviaire ([Integrated Rail Plan](#)) fasse partie d'une approche plus large, en lien avec les autorités locales, et incluant le logement, le transport urbain et la formation.



Copyright – tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité – le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Veille rédigée par Gautier HOUEL et Stanislas GODEFROY.